



**PRÉFET
DE LA MOSELLE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité départementale de la Moselle
4, rue François de Guise - CS 50551
57009 Metz Cedex 01
Tél : 03 54 44 02 80
ud57.dreal-grand-est@developpement-durable.gouv.fr

Metz, le 15 avri 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 26/03/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ARKEMA FRANCE – atelier ADAME

Etablissement de Carling
BP 61005
57500 Saint-Avold

Références : ST-AVOLD_ARKEMA_ADAME_2024-04-08_RAPVI_MCBM_26212
Code AIOT : 0006201792

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/03/2024 de l'atelier ADAME dans l'établissement ARKEMA FRANCE implanté Établissement de Carling BP 61005 57500 Saint-Avold. L'inspection a été annoncée le 17/01/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite du 26/03/2024 de l'atelier ADAME s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle de l'inspection des installations classées.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ARKEMA FRANCE
- Établissement de Carling BP 61005 57500 Saint-Avold
- Code AIOT : 0006201792
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

La société Arkema France exploite sur la plateforme chimique de Carling/Saint-Avold au niveau de UO EAU "Environnement ADAME Utilités" deux ateliers de production d'ADAME (P5 et P6).

Thèmes de l'inspection :

- SGS

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Barrières de sécurité au niveau de la section de craquage des lourds ADAME	Arrêté Préfectoral du 11/05/2012, article 7.3.4.10 (partiel)	Sans objet
2	Installations électriques	Arrêté Préfectoral du 11/05/2022, articles 8.4.1 (partiel) et 8.4.2	Sans objet
3	Gestion des effluents habituels et inhabituels	Arrêté Préfectoral du 27/05/2015, articles 2.3.1.4 (partiel) et 3.6.2.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats réalisés lors de la visite du 26 mars 2024 de l'atelier ADAME n'amènent pas d'observation.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Barrières de sécurité au niveau de la section de craquage des lourds ADAME

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/05/2012, article 7.3.4.10 (partiel)
Thème(s) : Risques accidentels, Barrières de sécurité
Prescription contrôlée : <u>Article 7.3.4.10 de l'arrêté préfectoral n°2012-DLP-BUPE-295 du 11 mai 2012 modifié</u> « L'ensemble craqueur/colonne de distillation est muni d' : <ul style="list-style-type: none">• une sécurité de pression haute qui entraîne la fermeture d'une vanne TOR d'alimentation vapeur du bouilleur et la fermeture de la vanne TOR d'alimentation du craqueur ;• une sécurité de niveau haut qui ferme une vanne d'alimentation TOR du craqueur. Le circuit vapeur alimentant le bouilleur est muni d'un asservissement de température haute qui ferme une vanne TOR d'alimentation vapeur. [...] » <u>Chapitre 8.4.3 de l'étude de dangers de l'atelier ADAME de juillet 2022</u>
Constats : Les constats relatifs aux barrières de sécurité présentes au niveau de la section de craquage des lourds ADAME sont confidentiels et n'amènent pas d'observation.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/05/2022, articles 8.4.1 (partiel) et 8.4.2
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
Prescription contrôlée : <u>Article 8.4.1 (partiel)</u> [...] Dans ces zones (ATEX), les installations électriques, mécaniques, hydrauliques et pneumatiques sont adaptées à ces risques, conçues pour être utilisées en atmosphère explosible et conformes à la réglementation en vigueur. Les justificatifs nécessaires sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. [...] » <u>Article 8.4.2</u> « L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues conformément aux règles en vigueur. Le matériel électrique est entretenu en bon état et reste en permanence conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine. Les conducteurs sont mis en place de manière à éviter tout court-circuit. Sans préjudice des dispositions du code du travail, les installations électriques sont vérifiées au moins une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les défauts relevés dans son rapport. Dans le cas où des non-conformités sont révélées par ces vérifications, l'exploitant conserve une trace des mesures correctives prises. Les résultats des vérifications périodiques et les preuves de la levée des éventuelles non-conformités sont tenues à la disposition de l'inspection des installations classées. »
Constats : Par courriel du 3 avril 2024, l'exploitant a transmis : <ul style="list-style-type: none">- les rapports de vérification du matériel ATEX par l'APAVE du 14 novembre 2022 (atelier P6), du 23 décembre 2020 (atelier P5) et du 11 octobre 2023 (atelier P5) ne relevant aucune déviation de gravité 1 nécessitant une intervention rapide (équipement non conforme à la zone ou intégrité de l'enveloppe plus assurée). L'exploitant s'est engagé à traiter les autres déviations identifiées d'ici la prochaine vérification (2025 pour atelier P6 et 2026 pour atelier P5);- les rapports de vérification des installations électriques par l'APAVE du 8 septembre 2022 et du

10 octobre 2023 (ateliers P5 et P6) relevant uniquement des préconisations. L'exploitant s'est engagé à traiter les préconisations d'ici la fin de l'année 2024 avant le contrôle à réaliser par l'APAVE, sauf en cas d'impossibilité d'intervenir.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Gestion des effluents habituels et inhabituels

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 27/05/2015, articles 2.3.1.4 (partiel) et 3.6.2.1

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux

Prescription contrôlée :

Article 2.3.1.4 (partiel)

« [...] En particulier, les effluents générés lors d'opérations ponctuelles (mise à l'arrêt, lavage d'équipements, vidange d'une cuvette de rétention après un accident,...) doivent faire l'objet d'analyses avant rejet dans le réseau de collecte et de traitement des effluents de l'établissement. Les résultats des analyses sont tenus à la disposition du service de l'inspection des installations classées.

En fonction des résultats des analyses effectuées sur ces effluents aqueux, ces derniers sont soit acheminés vers les stations de prétraitement ou de traitement des eaux, soit considérés comme des déchets et évacués dans des installations autorisées à les recevoir.

Préalablement à leur évacuation vers les stations de prétraitement ou de traitement, l'exploitant s'assure que ces dernières sont en mesure de traiter ces effluents pour garantir le respect des VLE prescrites en sortie de la Station de Traitement Final. »

Article 3.6.2.1

« Les effluents aqueux des ateliers P5 et P6 sont de trois natures différentes et sont traités dans les installations mentionnées :

- effluents provenant des colonnes de lavage des événements dirigés en continu vers la Station Biologique.
- purge de la section réaction (purge dite « acétaldéhyde ») rejoignant les eaux de lavage des événements avant d'être traitées à la Station Biologique.
- eaux de dalles (ruissellement, lavage) des ateliers P5 et P6 collectées dans la fosse déportée avant pompage vers la Station Biologique.

En cas d'incident sur un des deux ateliers l'exploitant réalise une analyse chimique de l'effluent pour vérifier sa compatibilité avec le traitement de la Station Biologique. Si le contenu de la fosse déportée ne peut être traité par la Station Biologique il est éliminé dans un centre agréé extérieur. »

Constats :

Sans observation sur la base des constats réalisés lors de la visite du 26 mars 2024 et par courriel du 3 avril 2024.

Les effluents habituels générés par l'atelier ADAME sont limités :

- les effluents provenant des colonnes de lavage CP508, CP608 et CP582 (environ 4 m³/h) sont rejetés en aval de la fosse déportée avant envoi à la station biologique ;
- les effluents de purge de la section de réaction (5 L tous les 4-5 jours) sont rejetés en aval de la fosse déportée avant envoi à la station biologique ;
- les effluents de lavage des 5 bouilleurs sont envoyés à la fosse déportée avant envoi à la station biologique.
- les eaux de dalles sont envoyées à la fosse déportée avant envoi à la station biologique.

L'exploitant a indiqué que les effluents inhabituels résulteraient d'un événement (incident/accident) en lien avec une fuite de produit ou un incendie.

L'exploitant a indiqué ne pas avoir eu d'incident/accident ces dernières années sur les ateliers P5 et P6 nécessitant une analyse chimique de l'effluent dans la fosse déportée.

L'exploitant a présenté la procédure CLG.P5.MO.303 "vidange de la fosse déportée atelier ADAME" du 5 juin 2023 précisant qu'en cas de suspicion de présence de produits chimiques (amiétol, ADAME, ...) liés à un dysfonctionnement constaté sur l'atelier, des analyses de DCO, pH, ammonium et autres paramètres plus spécifiques selon le contexte doivent être réalisées et envoyées à l'exploitation des stations de traitement qui décidera de la reprise ou non des effluents.

Type de suites proposées : Sans suite